DÉCISION DU PRÉSIDENT

D 2023-06 : Attribution de l'accord-cadre 2023A05 « Fourniture et pose d'un dispositif de capotage assurant la sécurisation d'accès aux pylônes supportant les équipements de radio transmissions »

Le président du conseil d'administration du service d'incendie et de secours d'Eure-et-Loir,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1424-1 à L1424-50 et R1424-1 à R1424-55.

Vu le code de la commande publique.

Vu la délibération n° CA 2021-36 du 20 septembre 2021 donnant délégation au président pour « prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés en procédure adaptée ».

Considérant qu'une publicité a été envoyée le 04/09/2023 sur le site du BOAMP national (Annonce 23-122825), avec mise en ligne sur la plate-forme de dématérialisation achatpublic.com,

Considérant qu'2 plis ont été déposés sur la plate-forme achatpublic.com,

Considérant que la candidature présentée par la société SASU PROCABELEC (84240 LA TOUR D'AIGUES) est complète,

Considérant que la candidature présentée par la société ATS ACCES (37510 BALLAN-MIRÉ) est complète,

Considérant qu'il ressort de l'analyse des offres réalisées par le service transmission de l'alerte et de l'alarme :

- que l'offre de la société ATS ACCES, est une offre inappropriée, en ce sens qu'elle ne répond pas aux exigences techniques et au besoin définis dans le cahier des clauses particulières,
- que l'offre de la société SASU PROCABELEC, est une offre économiquement avantageuse.

DÉCIDE

Article 1 : L'offre de la société ATS ACCES est déclarée inappropriée, conformément à l'article L2152-4 du CCP. Cette offre n'est pas classée et est rejetée.

Article 2 : L'accord-cadre 2023A05 est attribué à la société SASU PROCABELEC. Les quantités minimales sont de 6 prestations de pose et liaison équipotentielle et les quantités maximales sont de 20 prestations, pour la durée totale du marché.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans à compter de la date de notification.

Article 3 : Le directeur départemental des services d'incendie et de secours d'Eure-et-Loir est chargé de l'exécution de la présente décision.

Date : mercredi 22 novembre 2023

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet du SDIS et de sa réception par le représentant de l'État.